



Dossier à compléter à retourner à l'adresse :

actionsocialepartenaires65@caf.fr

Attention : les achats ou les travaux ne doivent pas avoir commencer avant le dépôt du dossier de demande d'aide

Dossier de demande d'Aide à l'investissement / Equipement / Informatisation

IDENTITE DU DEMANDEUR

Organisme promoteur du projet (Raison sociale, adresse, téléphone) :

Représentant légal de l'organisme (Nom, prénom, qualité) :

Personne responsable de l'élaboration de ce dossier à joindre pour toute précision complémentaire (nom, prénom, qualité, téléphone et adresse mail) :

IDENTITE DE LA STRUCTURE

Votre projet concerne une structure en particulier :

Nom et adresse de l'établissement concerné :

Nature (multi-accueil, alsh, local Ados Ram) :

Gestionnaire de l'établissement (Raison sociale, adresse, téléphone) :

N° Siren / Siret de la structure :

Commune d'implantation :

N° Insee de la commune :

Ancienneté des locaux (âge de la construction) :

DETAIL DU PROJET D'INVESTISSEMENT

Référents du projet :

Nom :Prénom :Fonction :
Téléphone : Courriel :

Nom :Prénom :Fonction :

Téléphone : Courriel :

Présentation du projet d'investissement :

Objectifs du projet :	
Public bénéficiaire (caractéristiques sociales, nombre, âge...) :	
Description détaillée de l'opération :	
Moyens mis en œuvre :	
Partenaires sollicités :	

BUDGET PREVISIONNEL d'INVESTISSEMENT

Coût global des investissements :

HT : €

TTC : €

Montant de l'aide sollicitée : €

TRAVAUX/ ACHATS	Indiquer les montants HT pour les collectivités et TTC pour les associations (Devis à fournir obligatoirement)			
	2020	2021	2022	Total
Nature				
Logiciels				
Travaux/Honoraires				
Aménagements				
Agencements et installations				
Matériel d'animation				
Matériel de transport				
Matériel de bureau				
Matériel informatique				
Mobilier				
Autres : (à préciser)				
TOTAL				

PLAN DE FINANCEMENT

	2020	2021	2022	Total
Apport propre ou avoir :				
Subventions demandées :				
Etat :				
Région :				
Département :				
Commune :				
CAF :				
Autre (à préciser) :				
Emprunts (à préciser) :				
TOTAL :				

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e), (nom et prénom)
représentant(e) légal(e) de l'organisme
.....
.....

- déclare être autorisé(e) par l'instance décisionnelle à solliciter le soutien de la Caisse d'allocations familiales des Hautes-Pyrénées ;
- déclare que le promoteur est en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements y afférant ;
- certifie exactes les informations du présent dossier, notamment la mention de l'ensemble des demandes de subventions introduites auprès d'autres financeurs publics ;
- m'engage à respecter la charte de la laïcité (consultable sur Caf.fr) ;
- précise que cette aide, si elle est accordée, devra être versée au compte bancaire de l'organisme correspondant au RIB ou RIP joint au dossier.

Fait à,

le

Signature, cachet

LISTE DES PIÈCES À FOURNIR

Si vous avez déjà signé une convention de financement avec la Caf des Hautes-Pyrénées et si les pièces mentionnées (ci-dessous) n'ont pas été modifiées depuis la signature de cette convention, il n'est pas nécessaire de transmettre à la Caf les éléments administratifs énumérés ci-dessous :

Pour les Associations -Mutuelles-Comités d'entreprises :

Nature de l'élément justifié	Justificatifs nécessaires à la signature de la convention
Existence légale	<ul style="list-style-type: none"> - Récépissé de déclaration en préfecture - Numéro Siret
Vocation	<ul style="list-style-type: none"> - Statuts datés et signés (chiffre-clés- nombre d'adhérents, effectifs salarié...)
Régularité face aux obligations légales et réglementaires	<ul style="list-style-type: none"> - Attestation du bénéficiaire et/ou du gestionnaire relative au respect des obligations légales, réglementaires et sociales - Attestation précisant que le bénéficiaires ou le gestionnaire a recours à un commissaire aux comptes pour les associations recevant des subventions d'un montant global > ou égal à 153 000 € ou si deux ou trois conditions suivantes sont remplies : <ul style="list-style-type: none"> - Effectif > ou égal à 50 salariés - Ca > ou égal à 3 100.000 € - Total bilan > ou égal à 1 550 000 €
Capacité du contractant	<ul style="list-style-type: none"> - Liste des membres du Conseil d'administration et de bureau - Délibération du CA autorisant le contractant à signer
Engagement à réaliser l'opération	<ul style="list-style-type: none"> - Délibération du CA autorisant la création e/ou la gestion de l'équipement, de l'activité ou de l'action, - Attestation précisant que la structure n'a pas déposé de bilan, ne fait pas l'objet d'une mesure de redressement judiciaires ou n'est pas en liquidation judiciaire.
Destinataire du paiement	<ul style="list-style-type: none"> - Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du gestionnaire ou du bénéficiaire de la cession de créances (loi Dailly).

Pour les Collectivité Territoriales- Les Etablissements Publics:

Nature de l'élément justifié	Justificatifs nécessaires à la signature de la convention
Existence légale	<ul style="list-style-type: none"> - Délibération de l'instance compétente : - Arrêté préfectoral portant création d'un SIVU/SIVOM/EPCI /Communauté de communes et détaillant le champ de compétences - Numéro de Siret - Numéro de Siren pour les Epci
Vocation	<ul style="list-style-type: none"> - Derniers statuts datés et signés
Régularité face aux obligations légales et réglementaires	<ul style="list-style-type: none"> - Attestation du bénéficiaire et/ou du gestionnaire relative au respect des obligations légales, réglementaires et sociales
Capacité du contractant	<ul style="list-style-type: none"> - Délibération de l'instance compétente autorisant le contractant à signer (pour les structures intercommunales)
Engagement à réaliser l'opération	<ul style="list-style-type: none"> - Délibération de l'instance compétente (procès-verbal, du conseil municipal ou communautaire) autorisant la création et/ou la gestion de l'équipement, du service, de l'activité ou de l'action.
Destinataire du paiement	<ul style="list-style-type: none"> - Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du gestionnaire

Pour les Entreprises- Groupement d'Entreprises- Sociétés :

Nature de l'élément justifié	Justificatifs nécessaires à la signature de la convention
Existence légale	- Extrait du registre de commerce
Vocation	- Derniers statuts datés et signés
Régularité face aux obligations légales et réglementaires	- Attestation du bénéficiaire et/ou du gestionnaire relative au respect des obligations légales, réglementaires et sociales - Attestation Urssaf
Capacité du contractant	- Extraits K Bis du registre du commerce
Engagement à réaliser l'opération	- Conventions de réservation de places par les entreprises, - Attestation précisant que l'entreprise n'a pas déposé le bilan, ne fait pas l'objet d'une mesure de redressement ou n'est pas en liquidation judiciaire.
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du gestionnaire ou du bénéficiaire de la cession de créances (loi Dailly)
Pérennité	- Compte de résultat et bilan relatifs à l'année précédant la demande (le cas échéant)